

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.927/2
DU 15 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 15 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la position juridique des membres du personnel de l'ancienne police aéronautique transférés à l'ancienne gendarmerie", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Contexte juridique du projet d'arrêté

1. Bien que l'arrêté en projet semble viser, dans son intitulé l'ensemble des membres du personnel de l'ancienne police aérienne transférés à l'ancienne gendarmerie, il découle de l'article 1^{er}, 1°, du projet que sont seuls visés par les dispositions en projet, les membres du personnel de la société anonyme de droit public Brussels International Airport Company (BIAC), anciens membres du personnel de la police aérienne auprès de la Régie des Voies aériennes, qui ont été transférés, à la date du 1^{er} mars 1999, à la catégorie de personnel de police spéciale de gendarmerie et qui ont, en cette qualité, opté pour le maintien de leur statut d'origine, compte tenu du cadre juridique rappelé ci-dessous.

2.1. Lors de l'adoption de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, l'article 11 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie a été modifié par l'article 2, de la loi précitée du 17 novembre 1998, afin notamment, de préciser, en son paragraphe 1^{er}, que la gendarmerie serait dorénavant composée d'un corps opérationnel, d'un corps administratif et logistique et d'une catégorie de personnel de police spéciale. Cette dernière catégorie est précisément celle qui est visée à l'article 1^{er}, 1° et 2°, du projet d'arrêté.

L'article 11, § 2, de la loi du 2 décembre 1957, précitée, permettait aux membres de l'ancienne police aérienne qui étaient transférés vers la gendarmerie de solliciter leur intégration dans le corps opérationnel de la gendarmerie et, donc, leur passage dans un grade équivalent vers ce corps, selon des modalités de transfert à déterminer par le Roi. La loi prévoyait également que les intéressés appartenaient, au sein

.../...

du corps opérationnel de la gendarmerie, à une catégorie de personnel à compétence de police spéciale et ce, par opposition aux autres membres du corps opérationnel de la gendarmerie qui avaient une compétence de police générale, à savoir la catégorie visée aux articles 1^{er}, 3^o, 2 et suivants de l'arrêté en projet.

2.2. La situation juridique des membres de l'ancienne police aéronautique était par ailleurs réglée de manière différente par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957, précitée, selon que ces derniers demandaient ou non leur intégration dans le corps opérationnel de la gendarmerie.

2.3. Les membres de l'ancienne police aéronautique qui n'avaient pas demandé leur intégration dans le corps opérationnel de la gendarmerie, continuaient à appartenir à la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie et restaient soumis à leur statut d'origine, en application de l'article 11, § 4, de la loi du 2 décembre 1957, précitée.

2.4.1. Les membres de l'ancienne police aéronautique qui avaient au contraire sollicité leur intégration dans le corps opérationnel de la gendarmerie ont, en application de l'article 11, § 2, de la loi du 2 décembre 1957, précitée, été transférés vers ce corps, selon des modalités de transfert déterminées par le Roi, Lequel était également habilité à fixer des conditions particulières selon lesquelles les intéressés pouvaient ensuite être promus en grade, de même qu'à déterminer les modalités selon lesquelles ils pouvaient demander à passer à la catégorie du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie à compétence de police générale.

2.4.2. Dans le cadre des habilitations qui lui avaient été conférées en la matière, le Roi a donc adopté divers arrêtés fixant les modalités de transfert des membres de l'ancienne police aéronautique qui le sollicitaient vers le corps opérationnel de la gendarmerie. Il s'agit, notamment, de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 fixant la date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 17 novembre 1998, précitée, et organisant les modalités de transfert de certains membres du personnel de la police aéronautique à la gendarmerie, de l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant l'équivalence des grades de certains membres du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale, service police aéronautique de la gendarmerie, à ceux du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, et de l'arrêté royal du 9 juin 2000 portant diverses

.../...

dispositions statutaires relatives aux membres du personnel de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer transférés à la gendarmerie.

2.4.3. Les membres concernés de l'ancienne police aéronautique ont ensuite fait l'objet d'arrêtés ministériels de nomination au sein du corps opérationnel de la gendarmerie dans les grades de gendarmerie reconnus comme équivalents par le Roi dans l'arrêté royal du 29 avril 1999, précité, à savoir les grades de maréchal des logis et de premier maréchal des logis.

Divers recours ont cependant été introduits devant le Conseil d'État contre ces arrêtés de nomination, dans lesquels était, notamment, invoquée l'illégalité des arrêtés d'exécution pris par le Roi. Par divers arrêts d'annulation ¹, le Conseil d'État a effectivement donné raison aux requérants en considérant, notamment, que les grades d'équivalence fixés pour les requérants dans le cadre de leur transfert vers le corps opérationnel de la gendarmerie l'avaient été en violation de l'article 11, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, tel que modifiée par l'article 2, de la loi du 17 novembre 1998, précitée. La raison en était que les grades d'équivalence fixés par le Roi ne permettait pas aux requérants de conserver, lors de leur intégration dans le corps opérationnel de la gendarmerie, les qualités d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative, dont ils étaient précédemment revêtus lorsqu'ils étaient encore membres de l'ancienne police aéronautique.

3. En application de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les membres de l'ancienne police aéronautique, qui avaient émis le souhait de conserver leur statut d'origine dans le cadre de leur intégration dans la gendarmerie et qui appartenaient donc toujours à la catégorie de personnel de police spéciale de gendarmerie, ont été intégrés dans la nouvelle police fédérale dans le grade d'inspecteur de police appartenant au cadre de base, selon des règles de conversion fixées par la partie XII et l'annexe XI de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

(1) Voir, notamment, les arrêts n^{os} 94.455 et 94.457 du 30 mars 2001, n^o 116.929 du 12 mars 2003 et n^o 118.925 du 30 avril 2003. Par la suite, des astreintes ont même été prononcées par le Conseil d'État (voir, notamment, les arrêts n^{os} 109.644 et 109.646 du 2 août 2002).

Ces dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ont ensuite été confirmées par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Par son arrêt n° 102/2003 du 22 juillet 2003, la Cour d'arbitrage a cependant annulé ces dispositions en considérant que l'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 prive à tort les sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome de l'ancienne police aéronautique, en les transférant dans le grade d'inspecteur de la police intégrée, du bénéfice de leur double qualité d'officier de police judiciaire et administrative.

4. Afin de répondre aux arrêts d'annulation tant du Conseil d'État que de la Cour d'arbitrage, la loi du 3 juillet 2005 portant modification de certains aspects du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police a prévu :

- d'une part, que les membres de l'ancienne police aéronautique qui étaient passés au corps opérationnel de la gendarmerie lors de la première phase d'intégration, conservent leur qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative, quel que soit le grade dans lequel ils sont insérés;
- d'autre part, que les membres de l'ancienne police aéronautique qui avaient choisi de conserver leur statut d'origine et qui faisaient donc partie de la catégorie de personnel de police spéciale de gendarmerie, sont dorénavant intégrés dans la police fédérale dans l'un des grades du cadre moyen de la police intégrée et conservent également leur double qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative.

Le recours introduit contre cette loi devant la Cour d'arbitrage a été rejeté par l'arrêt n° 180/2006 du 29 novembre 2006.

5.1. Compte tenu du contexte qui vient d'être rappelé, l'arrêté en projet ne vise donc qu'une période de temps déterminée et révolue, à savoir la période allant du 1^{er} mars 1999 au 31 mars 2001.

Il tend par ailleurs à régler, non pas des dispositions relatives au statut d'origine des membres de l'ancienne police aéronautique qui faisaient partie de la catégorie de personnel de police spéciale de gendarmerie, mais bien de nouvelles modalités permettant à ces derniers de solliciter, de manière rétroactive, leur passage vers le corps opérationnel de la gendarmerie.

5.2. C'est dans ce contexte bien défini qu'il incombe d'examiner la pertinence des divers fondements légaux invoqués.

Fondement juridique

Selon l'alinéa 1^{er} du préambule, l'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 11, §§ 2 et 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, "maintenu en vigueur par l'article 212, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998".

L'article 212 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux dispose comme suit :

"La loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie modifiée par les lois des 8 avril 1969, 29 décembre 1975, 4 mars 1987, 18 juillet 1991, 13 juillet 1992, 9 décembre 1994, 20 décembre 1995, 3 avril 1997 et 17 novembre 1998 et par l'arrêté royal du 23 avril 1997, est abrogée.

L'article 11 de cette loi est toutefois maintenu en vigueur pour la détermination du statut d'origine des membres de la catégorie de personnel de police spéciale et pour les militaires transférés qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie."

Cette disposition prévoit le maintien en vigueur de l'article 11 de la loi du 2 décembre 1957, précitée, de manière limitée ¹. Celui-ci ne reste en effet en vigueur que dans la mesure où il concerne d'une part, la détermination du statut d'origine des membres

(1) On relèvera à cet égard que le législateur n'a pas suivi la suggestion de la section de législation du Conseil d'État, qui, dans son avis sur la proposition de loi devenue la loi du 7 décembre 1998, avait proposé de rédiger l'actuel article 212 (article 210 de la proposition) comme suit : "À l'exception de l'article 11, la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie (...) est abrogée. ". Voir l'avis 28.080/1/2, donné le 31 août 1998 (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, n° 1676/5, p. 31).

du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale et, d'autre part, les militaires transférés qui font partie du corps administratif et logistique.

L'arrêté en projet a pour objet de régler les conditions dans lesquelles les membres du personnel de l'ancienne police aéronautique peuvent intégrer le corps opérationnel de la gendarmerie, dans la catégorie de personnel à compétence de police générale. Il est de la sorte étranger à la détermination du statut d'origine des membres du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale, ainsi qu'aux militaires transférés dans le corps administratif et logistique.

Il ne peut, dès lors, trouver son fondement juridique dans l'article 11 de la loi du 2 décembre 1957, précitée.

Les articles 2, 6, 7 et 8 de la loi du 3 juillet 2005, précitée, ne comportent aucune habilitation au Roi Lui permettant d'arrêter les dispositions en projet. Ces articles se limitent en effet à prévoir que les membres de diverses catégories de la police intégrée conservent les qualités d'officier de police judiciaire ou de police administrative, quel que soit le grade dans lequel ils ont été insérés dans la police intégrée.

Enfin, l'article 10 de la loi du 3 juillet 2005, précitée, se limite à modifier l'annexe 11 de l'arrêté royal du 30 mars 2001, précité, afin d'intégrer dans le cadre moyen de la police intégrée, et non plus dans le cadre de base, les membres de l'ancienne police aéronautique qui avaient conservé leur statut d'origine lors de l'intégration de cette police au sein de la gendarmerie. Cet article 10 ne peut donc pas non plus servir de fondement légal à l'arrêté royal en projet.

En l'absence de tout autre fondement légal adéquat, que le Conseil d'État n'aperçoit pas, l'arrêté en projet ne peut, en l'état actuel, pas être adopté.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

Avis 41.927/2
VAN 15 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 december 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de rechtspositie van de personeelsleden van de voormalige luchtvaartpolitie overgeplaatst naar de voormalige rijkswacht", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Juridische context van het ontwerp van besluit

1. Hoewel het opschrift van het ontworpen besluit blijkbaar betrekking heeft de gezamenlijke personeelsleden van de voormalige luchtvaartpolitie die overgeplaatst zijn naar de voormalige Rijkswacht, vloeit uit artikel 1, 1°, van het ontwerp voort dat de ontworpen bepalingen alleen betrekking hebben op de personeelsleden van de naamloze vennootschap van publiek recht Brussels International Airport Company (BIAC), voormalige personeelsleden van de luchtvaartpolitie bij de Regie der Luchtwegen, die op 1 maart 1999 naar de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht zijn overgeplaatst en die in die hoedanigheid hebben gekozen voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut, gelet op het juridisch kader waarop hierna gewezen wordt.

2.1. Bij de aanneming van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, is bij artikel 2 van deze wet artikel 11 van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht gewijzigd zodat bepaaldelijk in § 1 van artikel 11 laatstgenoemde wet voorgeschreven wordt de rijkswacht voortaan een operationeel korps, een administratief en logistiek korps omvat, alsook een categorie bijzonder politiepersoneel. Deze laatste categorie is precies die welke in artikel 1, 1° en 2°, van het ontwerp van besluit wordt genoemd.

Artikel 11, § 2, van de voormelde wet van 2 december 1957 maakte het voor leden van de voormalige luchtvaartpolitie die naar de rijkswacht werden overgeplaatst, mogelijk te verzoeken om integratie in het operationeel korps van de rijkswacht en om dus in een gelijkwaardige graad naar dit korps over te gaan, volgens door de Koning te bepalen nadere regels voor overplaatsing. De wet bepaalde eveneens dat de betrokkenen, in het operationeel korps van de rijkswacht, behoorden tot een personeelscategorie met bijzondere bevoegdheid, in tegenstelling tot de andere leden van het operationeel korps van de rijkswacht met algemene politiebevoegdheid, namelijk de categorie genoemd in de artikelen 1, 3°, en 2 en volgenden van het ontworpen besluit.

2.2. De rechtspositie van de leden van de voormalige luchtvaartpolitie was trouwens verschillend geregeld door artikel 2 van de voornoemde wet van 2 december 1957, naargelang ze al dan niet hun integratie in het operationeel korps van de rijkswacht vroegen.

2.3. De leden van de voormalige luchtvaartpolitie die hun integratie in het operationeel korps van de rijkswacht niet hadden gevraagd, bleven behoren tot de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht en bleven onderworpen aan hun oorspronkelijk statuut, met toepassing van artikel 11, § 4, van de eerdergenoemde wet van 2 december 1957.

2.4.1. De leden van de voormalige luchtvaartpolitie die daarentegen wel om hun integratie in het operationeel korps van de rijkswacht hadden verzocht, zijn met toepassing van artikel 11, § 2, van de genoemde wet van 2 december 1957 naar dit korps overgeplaatst, volgens nadere regels voor overplaatsing bepaald door de Koning, die ook gemachtigd was om bijzondere voorwaarden vast te stellen waaronder de betrokkenen vervolgens in graad konden worden bevorderd, alsook te bepalen volgens welke nadere regels ze konden vragen om over te gaan naar de personeelscategorie van het operationeel korps van de rijkswacht met algemene politiebevoegdheid.

2.4.2. In het kader van de machtigingen die Hem in dezen waren verleend, heeft de Koning dus verschillende besluiten uitgevaardigd tot vaststelling van de nadere regels voor de overplaatsing van de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die erom verzochten, naar het operationeel korps van de rijkswacht. Het gaat meer bepaald om het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de Rijkswacht en tot organisatie van de modaliteiten van overdracht voor sommige personeelsleden van de luchtvaartpolitie naar de Rijkswacht, het koninklijk besluit van 29 april 1999 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van de graden van bepaalde personeelsleden van de categorie bijzonder politiepersoneel, dienst luchtvaartpolitie van de rijkswacht, met die van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht en het koninklijk besluit van 9 juni 2000 houdende diverse statutaire bepalingen met betrekking tot de personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie die naar de rijkswacht werden overgeplaatst.

2.4.3. Voor de betrokken personeelsleden van de voormalige luchtvaartpolitie zijn vervolgens ministeriële besluiten vastgesteld tot benoeming in het operationeel korps van de rijkswacht in de rijkswachtgraden die door de Koning in het voormelde koninklijk besluit van 29 april 1999 als gelijkwaardig zijn erkend, namelijk de graden van wachtmeester en eerste wachtmeester.

Tegen deze benoemingsbesluiten zijn evenwel bij de Raad van State verschillende beroepen ingesteld, waarin inzonderheid de onwettigheid van de door de Koning vastgestelde uitvoeringsbesluiten is aangevoerd. Bij verscheidene vernietigingsarresten ¹ heeft de Raad van State verzoekers daadwerkelijk in het gelijk gesteld, door inzonderheid te oordelen dat de gelijkwaardige graden voor verzoekers naar aanleiding van hun overplaatsing naar het operationeel korps van de rijkswacht vastgesteld waren met schending van artikel 11, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, zoals gewijzigd bij artikel 2 van de voormelde wet van 17 november 1998.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid de arresten nrs. 94.455 en 94.457 van 30 maart 2001, nr. 116.929 van 12 maart 2003 en nr. 118.925 van 30 april 2003. Daarna zijn er door de Raad van State zelfs dwangsommen opgelegd (zie meer bepaald de arresten nrs. 109.644 en 109.646 van 2 augustus 2002).

De reden hiervoor was dat de door de Koning vastgestelde gelijkwaardige graden de verzoekers niet in staat stelden om bij hun integratie in het operationeel korps van de rijkswacht hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie te behouden, welke hoedanigheid ze voordien hadden toen ze nog lid van de voormalige luchtvaartpolitie waren.

3. Met toepassing van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die de wens hadden geuit om hun oorspronkelijk statuut te behouden naar aanleiding van hun integratie in de rijkswacht en die dus nog altijd behoorden tot de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, geïntegreerd in de nieuwe federale politie in de graad van inspecteur van politie behorende tot het basiskader, volgens omzettingsregels bepaald bij deel XII en bijlage XI van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Deze bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 zijn vervolgens bekrachtigd door artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001.

Het Arbitragehof heeft deze bepalingen evenwel bij zijn arrest nr. 102/2003 van 22 juli 2003 vernietigd, waarbij het heeft geoordeeld dat het bekrachtigde artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 de onderluchthavenmeesters en de eerste onderluchthavenmeesters van de vroegere luchtvaartpolitie, door hen over te plaatsen in de graad van inspecteur van de geïntegreerde politie, ten onrechte aanspraak op de dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke en bestuurlijke politie ontzegt.

4. Om tegemoet te komen aan de vernietigingsarresten van zowel de Raad van State als het Arbitragehof, is in de wet van 3 juli 2005 tot wijziging van bepaalde aspecten van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de politiediensten het volgende bepaald :

- enerzijds dat de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die tijdens de eerste integratiefase overgegaan waren naar het operationeel korps van de rijkswacht, hun

.../...

hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie behouden ongeacht de graad waarin zij zijn ingeschaald;

- anderzijds dat de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die ervoor gekozen hadden hun oorspronkelijk statuut te behouden en die dus deel uitmaakten van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, voortaan bij de federale politie opgenomen worden in één van de graden van het middenkader van de geïntegreerde politie, en tevens hun dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en officier van bestuurlijke politie behouden.

Het beroep dat tegen die wet bij het Arbitragehof is ingesteld, is verworpen bij arrest nr. 180/2006 van 29 november 2006.

5.1. Gezien de zonet gememoreerde context, heeft het ontworpen besluit slechts betrekking op een welbepaald tijdvak dat voorbij is, namelijk de periode van 1 maart 1999 tot 31 maart 2001.

Daarnaast is het de bedoeling van het ontworpen besluit, niet om bepalingen uit te vaardigen betreffende het oorspronkelijk statuut van de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die deel uitmaakten van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, maar wel om nieuwe nadere regels vast te stellen krachtens welke laatstgenoemden met terugwerkende kracht kunnen vragen om over te gaan naar het operationeel korps van de rijkswacht.

5.2. De relevantie van de verschillende aangevoerde rechtsgronden aangevoerd worden moet tegen die welbepaalde achtergrond worden onderzocht.

Rechtsgrond

Luidens het eerste lid van de aanhef ontleent het ontworpen besluit zijn rechtsgrond aan artikel 11, §§ 2 en 4, van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht "van kracht gebleven door artikel 212, tweede lid, van de wet van 7 december 1998".

Artikel 212 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt het volgende :

"De wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1969, 29 december 1975, 4 maart 1987, 18 juli 1991, 13 juli 1992, 9 december 1994, 20 december 1995, 3 april 1997 en 17 november 1998 en bij het koninklijk besluit van 23 april 1997, wordt opgeheven.

Artikel 11 van dezelfde wet blijft evenwel van kracht voor het vastleggen van het oorspronkelijk statuut van de leden van de categorie bijzonder politiepersoneel en van de overgeplaatste militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht."

Deze bepaling voorziet op beperkte wijze in de handhaving van artikel 11 van de voornoemde wet van 2 december 1957 ². Dit blijft immers alleen van kracht voor zover het betrekking heeft, enerzijds op het vastleggen van het oorspronkelijk statuut van de leden van het personeel van de categorie bijzonder politiepersoneel, en anderzijds op de overgeplaatste militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps.

Het ontworpen besluit strekt ertoe de voorwaarden te regelen waaronder de leden van het personeel van de vroegere luchtvaartpolitie opgenomen kunnen worden in het operationeel korps van de rijkswacht, in de personeelscategorie met algemene politiebevoegdheid. Zodoende heeft het niets uit te staan met het vastleggen van het oorspronkelijk statuut van de leden van het personeel van de categorie bijzonder politiepersoneel, en evenmin met de militairen die overgeplaatst zijn naar het administratief en logistiek korps.

Het kan dan ook geen rechtsgrond ontleen aan artikel 11 van de voornoemde wet van 2 december 1957.

(2) Wat dat betreft zij erop gewezen dat de wetgever niet is ingegaan op het voorstel van de afdeling wetgeving van de Raad van State, die in haar advies over het voorstel van wet dat de wet van 7 december 1998 is geworden, voorgesteld had het huidige artikel 212 (artikel 210 van het voorstel) als volgt te stellen : "De wet van 2 december 1957 op de rijkswacht (...) wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 11." Zie advies 28.080/1/2, gegeven op 31 augustus 1998 (Gedr. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1676/5, blz. 31).

De artikelen 2, 6, 7 en 8 van de voornoemde wet van 3 juli 2005 bevatten geen enkele machtiging aan de Koning op basis waarvan Hij de ontworpen bepalingen kan uitvaardigen. Deze artikelen bepalen immers enkel dat de leden van verschillende categorieën van de geïntegreerde politie de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van officier van bestuurlijke politie behouden, ongeacht in welke graad ze zijn ingeschaald bij de geïntegreerde politie.

Artikel 10 van de voornoemde wet van 3 juli 2005 ten slotte, bepaalt zich ertoe bijlage 11 van het voornoemde koninklijk besluit van 30 maart 2001 zo te wijzigen dat de leden van de vroegere luchtvaartpolitie die hun oorspronkelijk statuut behouden hadden toen deze politie opgenomen is in de rijkswacht, opgenomen worden in het middenkader van de geïntegreerde politie, en niet langer in het basiskader. Dat artikel 10 kan dus evenmin dienen als rechtsgrond voor het ontworpen koninklijk besluit.

Aangezien er geen enkele andere adequate rechtsgrond voorhanden is, en de Raad van State er ook geen ziet, kan het ontworpen besluit bij de huidige stand van zaken niet worden aangenomen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAYEBECK, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS